



# AVENIRS

LA LETTRE DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE // N°14 // DÉCEMBRE - JANVIER 2010

## INTERNATIONAL

### Le DPJJ reçoit ses homologues

Première rencontre des responsables de la justice des mineurs.

p. 2

## PLACEMENT

### Le 39<sup>e</sup> CEF à Dreux

Un nouveau centre éducatif fermé pour le Centre.

p. 2

## TÉLÉTHON 2009

### Des services impliqués

De nombreuses actions partout en France.

p. 3

## EPM DE PORCHEVILLE

### Les mineurs solidaires

Les détenus sensibilisés à l'aide internationale.

p. 3

## POINTS DE VUE

### L'action éducative par le sport

Philippe MACHU, président de l'Ufolep

Yvon MADIOT, conseiller technique Alpes-Maritimes.

p. 6

## PORTRAIT

### Le respect à table

Laurent BOLON, restaurateur à Paris.

p. 8



## ETABLISSEMENT DE PLACEMENT ÉDUCATIF ET D'INSERTION

# Un foyer pour l'insertion



L'Etablissement de placement éducatif et d'insertion (EPEI) de Strasbourg (Bas-Rhin) est l'un des trois EPE d'Alsace. Avec une unité éducative d'hébergement collectif, un dispositif d'hébergement diversifié et une unité éducative d'activités de jour, la structure allie vie en collectivité et préparation à l'autonomie.

Suite pages 4 et 5



## À NOTER

## MÉDAILLE

Une éducatrice récompensée par l'AP



Sabine Venier, éducatrice au STEMO de Nancy, s'est vu remettre, le 26 novembre dernier, la

médaille d'honneur de l'Administration pénitentiaire (AP), échelon bronze, par le directeur inter-régional des services pénitentiaires Est Strasbourg, en présence de la directrice du Centre pénitentiaire de Nancy-Maxéville.

« Pugnace », cette éducatrice, entrée à la PJJ en 1998, a travaillé en quartier des mineurs, à la maison d'arrêt de Charles III, à Nancy, de 2002 à 2008, dans le souci constant de « préserver les relations familiales des jeunes détenus ».

## JUSQU'AU 26 MARS

## Exposition

## « Bagnes d'enfants »

Produite par l'Ecole nationale de protection judiciaire de la jeunesse et l'association pour l'histoire de la protection judiciaire des mineurs, cette exposition revient sur les campagnes de protestation qui ont alimenté les médias au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. De la critique de la Petite Roquette au congrès pénitentiaire de Bruxelles en 1847 à la fin des années 90, les institutions éducatives ont suscité de vives polémiques. Articles de presse, photos, caricatures, extraits de films, émissions radiophoniques, l'exposition revient sur un sujet qui a, de tout temps, défrayé la chronique.

**Centre d'exposition "Enfants en justice" à Savigny-sur-Orge (Essonne). Visites sur rendez-vous. Rens. au 01 69 54 24 03.**

## JUSTICE EUROPÉENNE DES MINEURS

1<sup>re</sup> réunion des responsables européens de la justice juvénile

À L'OCCASION du 20<sup>e</sup> anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), Michèle Alliot-Marie, ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés, a accueilli les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre les responsables européens et internationaux en charge de la justice des mineurs. Une quinzaine de nationalités étaient représentées pour réfléchir aux problématiques et évolutions des différents systèmes de justice juvénile. Cette rencontre, placée sous le haut patronage du garde des Sceaux, a permis à chaque Etat de présenter ses spécificités et d'identifier des points de convergence. Si chacun a une représentation et une application propre de la convention, des questionnements similaires ont été exprimés. La détermination



Michèle Alliot-Marie et Philippe-Pierre Cabourdin, avec les responsables internationaux en charge de la justice des mineurs.

d'un âge de responsabilité pénale ouvre ainsi la discussion du traitement de l'acte et du mineur en deçà. La Pologne, l'Italie et la France ont ensuite présenté leur système de justice juvénile. Des similitudes sont apparues : développement de voies hors ou pré-judiciaires, généralisation des mesures de médiation, de réparation et de responsabilisation. La Pologne met aujourd'hui en place davantage de réponses visant à la réinsertion des mineurs en développant des

centres professionnels et thérapeutiques. L'Italie privilégie les actions de réparation. La présentation des éléments intéressants la justice des mineurs dans le programme de Stockholm et l'exposé des objectifs de l'Espagne, successeur de la Suède à la présidence de l'Union européenne au 1<sup>er</sup> janvier 2010, ont clôturé les deux journées. Cette rencontre a permis de valider le principe d'échanges réguliers. Le prochain rendez-vous a été fixé à l'automne 2010 au Portugal. ■

## TÉLÉTHON 2009

## Des services PJJ très impliqués

CETTE ANNÉE encore, l'implication des services publics et associatifs de la Protection judiciaire de la Jeunesse ne s'est pas démentie. Partout en France, des dizaines de mineurs sous mandat judiciaire et leurs éducateurs se sont mobilisés, les 4 et 5 décembre dernier. Outre la collecte de dons, la manifestation a permis de sensibiliser les mineurs au handicap et à la solidarité.

Quelques exemples parmi d'autres. Les mineurs de l'Etablissement de placement éducatif (EPE) de Liévin (Pas-de-Calais) ont lavé des voiture

sur le parking d'un supermarché. Ceux de l'EPE d'Evreux se sont associés à une marche de nuit. En Seine-et-Marne, l'EPE de Meaux a organisé un tournoi de football qui a réuni des mineurs issus de plusieurs services d'Ile-de-France. Les mineurs pris en charge à Troyes (Aube) ont fabriqué et vendu des décorations de Noël.

Au Centre éducatif renforcé de Gurgy (Yonne), les mineurs de l'atelier menuiserie ont fabriqué et vendu des nichoirs. A l'EPM de Marseille (Bouches-du-Rhône),



Les mineurs de l'EPE de Liévin.

mineurs détenus, personnels éducatifs et surveillants se sont relayés pour une course de 24 heures autour du stade, tandis qu'à l'EPM de Lavar (Tarn), les jeunes détenus ont réalisé des crêpes qui ont été vendues sur le marché de la ville. Les dons, récoltés à travers toute la France, ont été reversés à l'Association française contre les myopathies. ■

## PLACEMENT

Un 39<sup>e</sup> CEF à Dreux

APRÈS les Centres éducatifs fermés (CEF) publics de La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret), et de Châtillon-sur-Seine (Yonne), et celui du secteur associatif habilité à Autun (Saône-et-Loire), le quatrième CEF de l'inter-région Centre a ouvert le 2 novembre à Dreux (Eure-et-Loir). Les premiers mineurs y ont été placés, le 16 novembre, au domaine de Comteville.

Géré par l'association habilitée Diagrama, il peut accueillir 12 garçons délinquants âgés de 15 à 17 ans, auxquels il est notamment proposé des ateliers d'horticul-

ture et de menuiserie. Ce bâtiment neuf comporte 11 chambres à l'étage et une chambre handicapé au rez-de-chaussée. Cette nouvelle structure comprend, par ailleurs, une salle de classe, une salle informatique et un plateau de sport polyvalent. 27 personnels sont destinés à y travailler au quotidien auprès des mineurs. Cela porte à 39 le nombre de centres éducatifs fermés en fonctionnement (8 secteur public, 31 secteur associatif habilité), depuis le début du programme lancé en 2003. A ce jour, 2 613 mineurs y ont été placés. Deux autres cen-



Une prise en charge renforcée pour 12 garçons de 15 à 17 ans.

tres éducatifs fermés du secteur associatif habilité, de 12 places chacun, ouvriront leurs portes au premier trimestre 2010 à Mons (Charente) et Saint-Jean-La-Buissière (Rhône).

49 CEF (12 du secteur public et 37 du secteur associatif habilité) fonctionneront d'ici à 2010. A terme, 540 mineurs pourront y être placés dans le cadre d'une alternative à la détention. ■

## SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA JUSTICE

## Jean-Marie Bockel à la DPJJ



© CAROLINE MONTAGNE / DICOOM

M. JEAN-MARIE BOCKEL secrétaire d'Etat à la Justice, est venu rencontrer le 8 décembre à la DPJJ les membres du collège de direction national et les agents de l'administration centrale. Les échanges ont notamment porté sur les réponses à apporter en matière de prévention de la délinquance des mineurs.

M. Bockel a souligné la nécessité de renforcer la coordination entre l'ensemble des acteurs locaux, en cohérence avec les objectifs du Plan national de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes annoncés le 2 octobre 2009 par le Premier ministre. ■

## PORCHEVILLE

## Les détenus de l'EPM solidaires

DANS LE CADRE de la semaine de la solidarité du 14 au 22 novembre, les personnels de l'Etablissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) de Porcheville (Yvelines) ont sensibilisé les mineurs détenus aux enjeux de la solidarité internationale et de proximité. Les enseignants de l'Education nationale ont dispensé leurs cours en traitant de sujets ambitieux tels que la précarité sociale en France ou le rôle des organismes internationaux de régulation : Fonds monétaire international et Organisation mondiale du commerce.

Les personnels de l'unité de consultation et de soins ambulatoires ont, quant à eux, présenté l'exposition représentant les huit objectifs de "La déclaration du millénaire", définis par l'assemblée générale des Nations Unies du 8 septembre 2000. Différentes associations ont,



Unis Cité à l'EPM de Porcheville.

par ailleurs, exposé aux jeunes détenus les raisons de leur engagement : Eddufao, créée par un surveillant de l'Administration pénitentiaire qui apporte une aide solidaire aux pays de l'Afrique de l'Ouest et Unis cité qui distribue des repas aux personnes qui vivent dans des situations de grande précarité.

Les mineurs ont également pu faire l'expérience d'un "repas insolent", orchestrée par l'association Starting Block. Ce déjeuner ludique a permis, à travers le partage de la nourriture, de leur faire prendre conscience de l'inégale répartition des richesses dans le monde. ■

## À NOTER

LE CHIFFRE CLEF  
2 250

C'est le nombre de stages de citoyenneté suivis entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2009 soit une hausse de plus de 74% puisqu'il y en avait eu 1 291 en 2008.

FESTIVAL  
DU FILM D'ÉDUCATION  
Le palmarès 2009

© FREDERIC PHAURE / ENFAU

Le grand jury, présidé par Adrien Rivollier, réalisateur de *Point de chute* et de *Au tribunal de l'enfance*, et le jury jeunes, présidé par Jawed Gloubi, éducateur, ont récompensé le 21 novembre *Une ombre au tableau* d'Amaury Brumauld et *Je veux apprendre la France* de Daniel Bouy, deux films sur le combat pour la dignité.

Cette 5<sup>e</sup> édition a réuni plus de 5 000 spectateurs à Evreux.

[www.festivalfilmmeduc.net](http://www.festivalfilmmeduc.net)

## 26 MARS

## « Des cinés, la vie ! »

C'est l'Unité éducative d'activités de jour de Montbéliard qui réalisera le trophée 2010. La sculpture, faite à partir de matériaux de récupération, sera remise au réalisateur lauréat à la Cinémathèque française à Paris le 26 mars.

Six mineurs, avec l'aide d'un professeur technique et d'un éducateur, vont créer un visage symbolisant à la fois le spectateur et la caméra. Les mineurs ont commencé à visionner les 12 films en lice et à débattre dans les services pour élire leur court métrage préféré.



## DANS LES TEXTES

L'EPEI de Strasbourg, avec ses trois unités, apporte des réponses diversifiées à la prise en charge des mineurs délinquants.

- Le cahier des charges des unités éducatives d'hébergement collectif du 7 avril 2008.
- Le cahier des charges des unités d'hébergement diversifié est en cours de finalisation.
- Le cahier des charges des unités éducatives d'activités de jour du 24 juillet 2009 détermine les moyens humains et organisationnels nécessaires et précise les modalités de prise en charge éducative structurée par les activités de jour.
- La circulaire d'orientation PJJ du 25 février 2009, relative à l'action éducative structurée par les activités de jour, vise l'intégration sociale par l'insertion scolaire et professionnelle des mineurs.
- La circulaire du 22 avril 2009 relative à la prévention du décrochage scolaire. Le Comité interministériel des villes et du développement social urbain du 20 juin 2008 a fait l'une de ses priorités la prévention du décrochage scolaire et l'accompagnement des élèves sortant sans qualification.
- L'implantation d'une cyberbase Justice à l'UEAJ de Strasbourg fait suite au protocole ministère de la Justice-Caisse des dépôts et consignations du 10 juillet 2007. C'est l'une des 3 cyberbases expérimentales mises en place pour favoriser la réinsertion des mineurs sous mandat judiciaire.
- Une convention Etablissement public d'insertion de la Défense-DPJJ a été signée le 10 janvier 2010 pour préparer les jeunes PJJ à un contrat de volontariat dans les 6 mois précédant leur majorité.

## ETABLISSEMENT DE PLACEMENT ÉDUCATIF ET D'INSERTION

## Un foyer pour l'insertion

L'Etablissement de placement éducatif et d'insertion (EPEI) de Strasbourg (Bas-Rhin) est l'unique établissement de placement éducatif en France. Avec une unité éducative d'hébergement collectif, un dispositif d'hébergement diversifié et une unité d'activités de jour, la structure allie vie en collectivité et préparation à l'autonomie.

« JE NE VOIS PAS le temps passer ici ! ». Mickaël, 17 ans, placé depuis quatre mois à l'EPEI de Strasbourg, engloutit son déjeuner avant de se rendre à son stage de peinture en bâtiment chez un artisan local. A l'instar de Mickaël, les autres adolescents du foyer, tous inscrits dans une activité, débarrassent la table et prennent le chemin de leur collège, lieu de stage ou de travail.

Situé dans une vaste maison dans le quartier de la Montagne verte à la sortie de la ville, l'établissement prend en charge douze mineurs de 13 à 18 ans, pour une durée moyenne de 3 à 6 mois. Il accueillait, en janvier 2010, 3 filles et 7 garçons de 14 à 17 ans, issus essentiellement du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de Saverne. 14 éducateurs assurent la bonne marche de l'Unité éducative d'hébergement collectif (UEHC).

« Avec 9 éducateurs titulaires et 5 contractuels, l'unité bénéficie d'une équipe mixte stable », souligne Thomas Zimmermann, directeur de l'EPEI.

Les journées sont très rythmées. Réveil vers 6h45. Départ pour le collège, lycée, stage, apprentissage, activités sur place (cuisine, bricolage, recherche de stage sur Internet) ou à l'Unité éducative d'activités de jour (UEAJ) pour des modules de rescolarisation et d'insertion. Le réseau avec les entreprises et artisans de la région (restaurants, sociétés d'entretien, de sécurité, de menuiserie, de

peinture, de carrosserie et les magasins de la ville) s'est construit à force de persévérance. « Les nouveaux locaux de l'UEAJ sont situés dans le quartier commercial de La Meinau, note Sylvie Zilliox, chef de service. Une place stratégique pour trouver des partenaires potentiels ! ».

L'objectif est d'inscrire, dès leur accueil, ces jeunes souvent "décrocheurs" dans une activité pour qu'à l'issue de leur prise en charge, ils réintègrent un dispositif de droit commun.

« Pendant la durée du placement à l'EPEI, la recherche d'une insertion scolaire est privilégiée pour les moins de 16 ans, précise Khadija Moudnib, éducatrice de l'UEAJ. Cela suppose d'avoir établi de bonnes relations institutionnelles avec l'Inspection d'Académie et les chefs d'établissements du secteur. Actuellement, 16 mineurs sont inscrits en dispositif relais ».

Pour les plus de 16 ans définitivement fâchés avec l'école, une formation, un stage ou un emploi sera privilégié. L'UEAJ propose divers ateliers de préformation et de nombreuses activités sportives et culturelles. Elle héberge également depuis peu une cyberbase Justice. « Onze postes informatiques et un laboratoire de langues permettent notamment de



Une mesure de réparation avec les bénévoles d'Unis cité à la banque alimentaire.



Le dîner, un moment de convivialité.

préparer les mineurs sous mandat judiciaire au passage d'examen (certificat de formation générale, brevet informatique et internet, brevet de sécurité routière), de rédiger leur CV ou d'effectuer une recherche de stage », explique Katia Metz, coordinatrice de la cyberbase. L'UEAJ travaille aussi en lien étroit avec le Pôle emploi et la Mission locale.

« UNE MICRO-SOCIÉTÉ POUR RÉAPPRENDRE LES RÈGLES DE BASE »

Il est 18 heures. Gaëtan, 15 ans, est de retour au foyer. Se tenant à l'écart, il semble fatigué. Rescolarisé, le jeune homme vient de passer une journée particulière. Depuis

Suite de la page 1

## des trois EPE d'Alsace. une unité éducative d'activités



La réunion hebdomadaire  
équipe éducative-mineurs placés à l'EPEI.



Projection Des cinés, la vie !

la veille, il effectue une mesure de réparation dans les hangars de la Banque alimentaire et trie les denrées avec les bénévoles de l'association Unis Cité Alsace.

« La mesure ne sert pas qu'à réparer l'acte délictueux commis. Elle permet aussi de valoriser ces jeunes par une action très concrète au bénéfice des autres », constate Mohammed Tazari, chef de service à l'EPEI.

Les mineurs placés reviennent un à un de leurs travaux à l'extérieur. La fatigue se lit sur les visages, un certain apaisement aussi, témoin d'une journée bien remplie. Pendant que certains prennent leur douche, Julian débarque tout sourire. Placé 18 mois à l'UEHC, il effectue

un service civil et est désormais suivi par le dispositif d'hébergement diversifié qui lui a trouvé une chambre dans un foyer de jeunes travailleurs. Il passe souvent après sa journée de travail pour saluer ses ex-éducateurs. Le cordon est difficile à couper. Les éducateurs continuent d'accompagner son envol.

A 19h15, le dîner est partagé avec les éducateurs. Des activités sont ensuite proposées avant l'extinction des feux, à 22h30. Ce soir, c'est ciné-club, avec la projection de courts métrages en vue de l'opération " Des cinés, la vie ! ", fruit d'un partenariat entre le ministère de la Culture et de la Communication et la DPJJ.

Le week-end, certains mineurs retournent dans leur famille. Pour les autres, des activités

et sorties sont organisées. « Ici, c'est une micro-société où l'on réapprend les règles de base », constate le directeur de l'EPEI. « Ils rejouent ici ce qui se passe en famille, poursuit Nelly Théophin, psychologue de l'EPEI. Les tensions sont parfois fortes. Mais il y a souvent des leaders positifs qui montrent l'exemple aux plus réticents ».

A 10 mn de l'UEHC, les éducateurs de l'hébergement diversifié accompagnent les mineurs dans cette ultime étape vers l'indépendance et le retour au droit commun. Ils travaillent aussi avec des familles d'accueil où sont placés généralement les plus jeunes ou ceux pour lesquels la vie en collectivité n'est pas adéquate. Pour les plus de 16

ans qui en sont jugés capables, il peut être proposé, sur décision du magistrat, une chambre dans une résidence sociale ou en foyer de jeunes travailleurs (FJT). Les mineurs font leurs courses, la cuisine et le ménage. Ils sont soumis à des règles et les bâtiments sont surveillés. Les " locataires " peuvent recevoir, à tout moment, la visite inopinée des éducateurs qui ont le double de leur clef. L'apprentissage de la solitude est parfois difficile mais les adolescents ne sont pas livrés à eux-mêmes. Ils sont accompagnés par les éducateurs dans leurs démarches administratives (papiers d'identité, couverture sociale) et d'insertion (recherche de formation, de stages, d'emploi) et suivis par la psychologue.

Dernièrement, deux jeunes pris en charge en hébergement diversifié ont intégré un EPIDE\*. Un autre a vu son CDD transformé en CDI et loue un appartement en ville. En 2009, 65 mineurs ont été placés à l'EPE (UEHC et hébergement diversifié), un tiers a réintégré un dispositif de droit commun. Dans l'année suivant leur prise en charge à l'UEAJ, plus de 40% ont démarré une formation ou un emploi. ■

\*EPIDE : Etablissement public d'insertion de la Défense (cf. convention DPJJ/EPIDE du 19/01/2010).

## La justice des mineurs en ligne

LE NOUVEAU site Internet [www.mineurs.justice.gouv.fr](http://www.mineurs.justice.gouv.fr) est désormais illustré par des vidéos. Un reportage à l'EPE de Fleury-les-Aubrais (Loiret) viendra compléter ce dossier. ■

## VU D'EUROPE

### LES CENTRES ÉDUCATIFS ESPAGNOLS

En Espagne, les centres éducatifs apportent une réponse graduée aux actes de délinquance des mineurs.

Il existe quatre régimes de placement. Un mineur en régime fermé effectue les activités éducatives dans l'enceinte du centre. Il ne peut obtenir des sorties que pour deux jours maximum. Un mineur en régime semi-ouvert peut effectuer une partie des activités éducatives dans des institutions extérieures (scolarité, activités de formation, sport) accompagné par un éducateur. Les retours en famille sont plus fréquents. Un mineur en régime ouvert effectue la quasi-totalité des activités à l'extérieur et rentre au centre chaque soir. Ce régime constitue une période de préparation à la liberté surveillée. Quelques institutions permettent

d'accueillir les mineurs dans un cadre thérapeutique. Chaque jeune voit son placement évoluer vers des conditions plus autonomes au regard de son comportement. Les mineurs sont régulièrement évalués par les éducateurs. Le juge des enfants, sur la base de rapports éducatifs, peut faire évoluer le placement vers un régime plus ouvert, voire mettre fin à la mesure. Le placement en Espagne encourage la progression du mineur. Une évolution négative du jeune ne peut toutefois pas donner lieu à un allongement de la mesure.

Le placement dure en moyenne 8 à 9 mois. Le placement est suivi d'une période obligatoire de liberté surveillée. Les centres éducatifs accueillent 60 à 200 mineurs. Flexible, ce dispositif permet de rester au plus proche des évolutions de chaque mineur.



## À NOTER

## INSERTION

## L'Ufolep aux côtés de la PJJ



© UFOLEP

Philippe-Pierre Cabourdin, directeur de la PJJ, et Philippe Machu, directeur de l'Ufolep (Union française des œuvres laïques d'éducation physique) ont signé, le 20 novembre au Salon européen de l'éducation à Paris, un accord-cadre qui formalise les partenariats locaux existants. Il permettra d'organiser pour les mineurs sous mandat judiciaire des activités d'insertion par le sport ou l'animation, ainsi que l'accès à des formations qualifiantes adaptées. Cet accord prévoit, par ailleurs, la participation de mineurs suivis par la PJJ à des événements labellisés par l'Ufolep. Cette union compte 400 000 adhérents et fédère plus de 100 activités sportives, à travers plus de 10 000 associations.

## DU 17 AU 22 MAI

38<sup>e</sup> Challenge Michelet

Le site Internet du Challenge Michelet édition 2010 [www.challenge-michelet.org](http://www.challenge-michelet.org) est désormais accessible. Histoire, partenaires, épreuves, infos pratiques, photos, vous trouverez une information complète sur ce rendez-vous sportif national qui mobilise chaque année près de 400 mineurs sous mandat judiciaire. Cette année, les épreuves seront organisées par la direction inter-régionale de la PJJ Centre-Est, à Grenoble, du 17 au 22 mai prochain.

## L'ACTION ÉDUCATIVE PAR LE SPORT

## « Un média d'insertion sociale et professionnelle »

Philippe MACHU, président de l'Ufolep

CRÉÉE il y a 80 ans, l'Ufolep, fédération sportive de la Ligue de l'Enseignement, organise en France plus de 100 pratiques sportives (golf éducatif, voile, futsal, raids...). Elle propose des activités adaptées à la diversité et la réalité des publics qui en sont éloignés (handicapés, mineurs suivis par la PJJ...). Le sport est un média d'insertion sociale et professionnelle. Tous les publics se rencontrent, grâce à nos rassemblements nationaux, au Creps de Bourges notamment. Les mineurs PJJ pourront s'impliquer dans l'organisation ou participer à des événements (Du bitume à la verdure, La caravane sportive) qui leur permettront de



© LAURENCE CAVE / DPJ-J-SOORE

découvrir les métiers et les dispositifs de formation. Avec 105 comités départementaux, le territoire est couvert. Près de 2 000 formateurs sont présents sur des sites décentralisés. Les éducateurs PJJ peuvent préparer le certificat de qualification profes-

sionnelle (CQP) d'animateur de loisirs sportifs ; les mineurs, le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa) ainsi que les brevets fédéraux, accessibles dès 16 ans. L'Ufolep gère des dizaines de centres de loisirs, viviers d'emplois potentiels. Nous avons déjà développé des actions locales auprès des mineurs PJJ, en Ile-et-Vilaine et dans le Vaucluse. La signature de la convention nationale (cf. ci-contre) permettra la construction de nombreux autres projets. Le sport est exigeant, ludique et riche. Il apporte bien-être physique, estime de soi et beaucoup d'émotions partagées. ■

[www.ufolep.org](http://www.ufolep.org)

## « Le goût de l'effort et le respect des règles »

Yvon MADIOT, conseiller technique

à la direction territoriale des Alpes-Maritimes

AVANT d'être chargé du dispositif insertion à la direction territoriale des Alpes-Maritimes, j'étais professeur technique à Levallois-Perret (92).

Une fois par semaine, nous allions dans un centre équestre de Maisons-Lafitte. Le matin, les mineurs remettaient en état les tribunes et les boxes, l'après-midi, ils découvraient l'équitation. Ces expériences m'ont convaincu des bienfaits du sport sur ces mineurs. Cela leur permet de retrouver l'estime d'eux-mêmes.

Depuis deux ans, je réalise le montage du Trophée sport aventure qui rassemble, chaque année, une soixantaine

de mineurs à Nice. Pendant quatre jours, des équipes mixtes de trois jeunes, essentiellement originaires de la région, se préparent six mois dans les structures pour un raid randonnée VTT, canyoning, escalade ...

Outre le développement de partenariats, la présence de diverses institutions (sapeurs pompiers, gendarmes, CRS de haute montagne, mairie, Jeunesse et sports) permet, de changer les regards, de part et d'autre.

Goût de l'effort, respect des règles, en matière d'action éducative la participation à ce type d'événements et la pratique d'une activité sportive, en général, font aussi naître



© D.P.R.

d'autres liens avec les éducateurs qui vont au bout de l'effort à leurs côtés.

Seule l'expérience partagée en groupe autour d'une activité, sportive ou autre, permet une cohésion et une solidarité. ■

## CENTRE RÉPARATION COLLECTIVE

Huit mineurs, suivis par l'UEMO de Sens (Yonne), ont effectué, le 9 novembre, une mesure de réparation pénale collective. Encadrés par leurs éducateurs et un brigadier, responsable de l'unité de sécurité routière de l'Ecole nationale de police de Sens, ils ont contribué, en le nettoyant, à sécuriser le terrain de cross municipal. Cette mesure visait à sensibiliser les mineurs aux dangers de la route. Elle a fait l'objet d'un reportage diffusé, le 15 novembre sur France 3, dans l'émission *Faits divers, le mag*.

## GRAND-EST LE POSTE DE GARDE A DU CŒUR



© DIRP LU GRAND-EST

Une fois par semaine depuis la mi-novembre, une vingtaine de mineurs, pris en charge par le STEMO de Verdun (Meuse), a participé à l'opération " Poste de Garde, porte du cœur ". Ils ont confectionné des chocolats et des pâtes de fruits dans les ateliers du restaurant d'application le Poste de Garde. La production a été remise au responsable local des " Restos du Cœur ". Ces confiseries ont accompagné la distribution de cadeaux de Noël à des enfants défavorisés.

## SUD-EST LÀ-HAUT SUR LA MONTAGNE

Douze mineurs pris en charge à l'UEAJ du CAEI Marseille se

sont rendus du 17 au 21 décembre à la Chapelle-en-Valgaudemar dans les Hautes-Alpes. Ce fut l'occasion pour ces adolescents, impliqués dans un projet de remobilisation autour des métiers du sport mené avec l'UCPA, de poursuivre leur formation in situ. Avec l'aide de leurs éducateurs et professeurs techniques, ils ont préparé les repas dans le cadre d'un atelier cuisine, découvert les métiers de la montagne et pratiqué des activités sportives (ski et raquettes).

## ILE-DE-FRANCE DEMANDEZ LE JOURNAL !

Vingt mineurs détenus à la Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) ont participé au lancement de La gazette de Fleury, un mensuel à destination des magistrats, avocats, familles, professionnels de la PJJ et de l'Administration pénitentiaire. Avec l'équipe éducative, ils ont rédigé les textes et réalisé la maquette grâce à une initiation informatique. Thème du premier numéro : l'amour.

## GRAND-NORD VOGUE LE NAVIRE

Quatre mineurs de l'UEMO de Soissons se sont rendus le 9 décembre sur le stand du voilier " Multimono ", au Salon nautique de Paris, pour découvrir la future embarcation qu'ils vont monter pendant un an. Créé en partenariat avec la Mission locale et la Fondation mouvements villages d'enfants, financé en partie par la Caisse d'épargne, ce projet permettra de replacer les mineurs dans une dynamique d'apprentissage. Des ateliers annexes seront organisés : formation PSC1 et découverte des métiers, de la mer notamment.

## SUD MINEURS SAUVETEURS

Six mineurs suivis par le service de milieu ouvert de Nîmes (Gard) ont reçu, le 4 novembre, le diplôme de Prévention et de secours civique de niveau 1 (PSC1). Cette remise a clos une action collective menée dans le cadre d'une mesure de réparation pénale. Encadrés par deux éducateurs, les mineurs ont vécu le quotidien des pompiers de Nîmes et participé à des manœuvres d'entraînement. Le colonel de la caserne et le directeur du service PJJ renouvelleront l'expérience cette année.



© AMÉLIE LE GOUPIIL / DIRP LU SUD

## SUD-OUEST DOUBLE FACE

Six œuvres réalisées par des mineurs de l'UEHD de La Rochelle ont été exposées dans le hall de la résidence où se tenait le séminaire annuel des cadres de la DIR Sud-Ouest les 2 et 3 décembre. Ces silhouettes de bois grandeur nature ont fait l'objet de plusieurs mois de travail avec une association de prévention (Aparar), une structure de soin (Synergie 17) et la Maison des adolescents de La Rochelle. A double face, chacune des silhouettes symbolise leurs représentations du plaisir mais surtout de la souffrance qu'engendrent les conduites addictives.

## GRAND-OUEST INSERTION DURABLE

L'EPE du Mans propose, depuis décembre, dans le cadre du dispositif accueil-accompagnement, un atelier rénovation de meubles. Les mineurs placés remettent en état, avec l'aide d'une entreprise de rénovation et de leurs éducateurs, des tables, lits, fauteuils et étagères, récupérés auprès des services PJJ. Tapisserie, ferronnerie, menuiserie, cet atelier propose une préformation aux métiers artisanaux et une sensibilisation au développement durable.

## CENTRE-EST ACCUEIL PAYSAN

Une vingtaine d'agriculteurs de la région a rencontré le 14 décembre de nombreux professionnels de la PJJ à Saint-Etienne (Loire) au cours d'une réunion sur l'expérimentation d'accueils paysans. L'inter-région Centre-Est expérimente ainsi la convention nationale signée le 17 juin 2009 avec 3 réseaux paysans (CIVAM, Accueil Paysan, et GIFAE). Les mineurs, pris en charge dans des fermes d'accueil à dimension sociale, peuvent y être hébergés et/ou y réaliser des activités de jour. ■

### Glossaire

- CAEI** : Centre d'action éducative et d'insertion
- CIVAM** : Centre d'initiative pour valoriser l'agriculture et le milieu rural
- DIR** : Direction inter-régionale,
- EPE** : Etablissement de placement éducatif
- GIFAE** : Groupement international des fermes d'animations éducatives
- PJJ** : Protection judiciaire de la jeunesse
- PSC1** : Prévention et secours civiques niveau 1
- UCPA** : Union nationale des centres sportifs de plein air
- UEHD** : Unité éducative d'hébergement diversifié
- UEAJ** : Unité éducative d'activités de jour
- UEMO** : Unité éducative de milieu ouvert
- STEMO** : Service territorial éducatif de milieu ouvert.



LAURENT BOLON, EX-PROFESSEUR TECHNIQUE À LA PJJ, PROPRIÉTAIRE D'UN RESTAURANT SOLIDAIRE À PARIS

# Le respect à table

Ex-professeur technique de cuisine à la PJJ, Laurent Bolon prend en stage et embauche des mineurs sous mandat judiciaire dans son restaurant parisien, le Respec'table.

« LAURENT ne m'a jamais lâchée ! », s'exclame Prisca en pleine préparation d'une tarte Tatin dans les cuisines du restaurant Respec'table dans un quartier animé de la capitale. Il y a six ans, Laurent Bolon était son professeur lors de sa prise en charge au Centre d'action éducative et d'insertion de Villemonble (93). Il est aujourd'hui son patron.

Faiseur de rêves, il a également accompli le sien : ouvrir son propre restaurant. Titulaire d'un master en sciences de

l'éducation, Laurent intègre l'école hôtelière à La Réunion puis découvre la PJJ. Il y entre en tant que contractuel avant de devenir titulaire en 2002. Professeur technique de cuisine, il dispense son savoir aux mineurs dans plusieurs restaurants d'application jusqu'en 2008, au foyer d'action éducative d'Épernay puis au Wagon et au Piano de Saint-Denis. Laurent y développe une certitude, « l'insertion par l'activité économique demeure la plus concrète et la plus efficace ». Mis en disponibilité, Laurent monte, en un an et demi, son projet qu'il finance avec des fonds propres et quelques

prêts d'organismes solidaires. Depuis l'ouverture en juillet 2009 de son établissement de 60 couverts, rue de la Tour d'Auvergne dans le IX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le chef d'entreprise a déjà accueilli trois stagiaires de la PJJ. L'un d'entre eux sera bientôt recruté en contrat d'insertion (CDD renouvelable 3 fois 6

mois et salarié au SMIC hôtelier). « Je ne prends que des stagiaires ultra-motivés qui sont à la fin de leur parcours judiciaire, pré-

cite le restaurateur. Je fais de la professionnalisation, ils doivent avoir déjà eu une expérience ». Que ce soit en stage ou sous contrat, un passage dans le restaurant de Laurent Bolon valide des compétences professionnelles. « Quand un jeune repart de chez moi, il est serveur ou cuisinier. Il a un métier ». Ces jeunes, il les connaît bien, pour les avoir côtoyés plusieurs années. « Ils ont des talents qu'ils ne soupçonnent pas, c'est à nous adultes de les faire éclore ». Entre salle et fourneaux, Laurent sait leur parler et les cadrer quand il le faut, même si son approche est aujourd'hui un peu dif-

«  
Des talents  
insoupçonnés  
»



© LAURENCE CAVÉ / DPJUSCORE

férente. « J'ai bien sûr conservé des réflexes de professeur technique PJJ, admet-il volontiers. Je peux me montrer un peu plus souple avec eux ». Mais Laurent Bolon n'en demeure pas moins un chef d'entreprise qui a des soucis de productivité. « Je suis à la tête d'une affaire qui se doit d'être rentable. Je fais un pari sur ces jeunes ; je leur explique la responsabilité qui est la leur dans cette aventure ». Selon lui, l'entreprise est sociale par définition et ne doit

pas se faire au détriment de la nature. « L'ensemble de ma démarche doit être cohérente, c'est pourquoi je n'utilise que des ingrédients bio, dont la production respecte l'environnement ». Pari gagné pour le restaurateur qui a déjà une clientèle de fidèles. Chez Laurent, le respect de la nature et de l'autre s'invite, chaque jour, à table. ■

**Respec'table** : 5, rue de la Tour d'Auvergne - 75009 Paris. Tél. 01 42 80 03 44. Ouvert tous les jours sauf samedi midi et dimanche. [www.respec-table.fr](http://www.respec-table.fr)



Avenirs / DPJJ / Ministère de la Justice - 13, place Vendôme - 75042 Paris Cedex 01 - Tél. : 01 44 77 69 78

Directeur de la publication Philippe-Pierre Cabourdin

Rédacteur en chef Amandine Martin • Rédactrice en chef déléguée Laurence Cavé

Rédaction Stéphane Idrac, Eugénie Marie, Guillaume Merzi

Chargés de communication régionaux Sébastien Arnault, Gilles Belair, Claire-Amélie Bertrand, Séverine Chardin, Marine Guinle, Amélie Le Goupil, Emilie Nicolle-Mennrath, Elsa Palandjian, Christelle Philippot, M.-Laure Tenaud

Réalisation graphique Estelle Aguilera (DICOM) - Alain Jaspard • Impression-Routage K.L.I.

N° ISSN 1956-3094 - Dépôt légal à parution

